

Un mode de pensée superficiel, idéaliste, opérant avec des normes toutes faites, leur adaptant mécaniquement le développement vivant, passe facilement de l'enthousiasme à la prostration. Seul le matérialisme dialectique, qui sait considérer tout ce qui existe dans son développement, dans la lutte des forces internes, communique la fermeté nécessaire à la pensée et à l'action.

DICTATURE DU PROLETARIAT ET DICTATURE DE LA BUREAUCRATIE

Dans une série de travaux antérieurs, nous avons établi que, malgré des succès économiques, conditionnés par la nationalisation des moyens de production, la SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE conserve un caractère pleinement contradictoire, transitoire et que, par la situation des travailleurs, par l'inégalité des conditions d'existence, par les privilèges de la bureaucratie, elle se trouve encore beaucoup plus près du régime capitaliste que du communisme futur.

Nous avons établi en même temps que, malgré une dégénérescence bureaucratique monstrueuse, l'ÉTAT SOVIÉTIQUE reste encore l'arme historique de la classe ouvrière, étant donné qu'il assure le développement de l'économie et de la culture sur la base de moyens de production nationalisés et prépare, de ce fait même, les conditions d'une véritable émancipation des travailleurs par la voie d'une liquidation de la bureaucratie et de l'inégalité sociale.

Celui qui n'a pas réfléchi profondément à ces deux principes fondamentaux et ne s'en est pas sérieusement pénétré, qui en général n'a pas étudié la littérature des bolchéviks-léninistes sur la question de l'URSS depuis 1923, celui-là risque, à chaque nouvel événement, de perdre le fil directeur et de remplacer l'analyse marxiste par de pitoyables lamentations.

Le bureaucratisme soviétique (il serait plus exact de dire : antisoviétique) est le produit de contradictions sociales : entre la ville et la campagne ; entre le prolétariat et la paysannerie (ces deux genres de coïncident pas) ; entre les républiques nationales et leurs subdivisions ; entre les divers groupes de la paysannerie ; entre les diverses couches du prolétariat ; entre les divers groupes de consommateurs ; enfin, entre l'État soviétique dans son ensemble et son encerclement capitaliste. Actuellement, par la traduction de tous les rapports dans le langage du système monétaire, les contradictions économiques vont apparaître au grand jour d'une façon particulièrement vive.

La bureaucratie résout ces contradictions en s'élevant au-dessus des masses travailleuses. Elle utilise sa fonction pour affermir sa domination. Par la réalisation d'une direction incontrôlée, arbitraire et sans appel, elle accumule de nouvelles contradictions. Les exploitant, elle crée un régime d'absolutisme bureaucratique.

Les contradictions au sein de la bureaucratie elle-même ont abouti à la sélection d'un ordre qui exerce le commandement ; la nécessité de la discipline à l'intérieur de l'ordre a abouti au pouvoir personnel, au culte du chef infallible. Le même régime règne à l'usine, dans le kolkhoze, à l'université, dans l'État : le chef avec une douzaine de fidèles ; les autres suivent le chef. Staline ne fut jamais et ne pouvait, par sa nature, être un chef de masses : il est le chef des "chefs" bureaucratiques, leur couronnement, leur personification.

Plus les problèmes économiques deviendront complexes, plus les exigences et les intérêts de la population s'accroîtront, plus les contradictions entre le régime bureaucratique et les exigences du développement socialiste seront aiguës, et plus la bureaucratie luttera âprement pour le maintien de ses positions, et plus elle recourra cyniquement à la violence, à la tromperie, à la corruption.

Le fait que le régime politique empire constamment alors que l'économie et la culture se développent, ce fait criant s'explique par ceci, et par ceci seulement, que l'oppression, les persécutions, les répressions servent maintenant pour une bonne moitié non pas au maintien de l'État, mais au maintien du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie. D'où précisément, la nécessité toujours plus grande de masquer les répressions à l'aide de fourberies et d'amalgames.

"Peut-on, cependant, qualifier d'ouvrier, un tel État ?" dit la voix révoltée des moralistes, des idéalistes et des snobs "révolutionnaires". Les plus prudents objectent ceci : "Peut-être en fin de compte est-ce tout de même un État ouvrier ; mais de la dictature du prolétariat, il ne reste pas trace : c'est un État ouvrier dégénéralant sous la dictature de la bureaucratie".

Il n'y a aucune raison de revenir dans son ensemble sur cette argumentation. Tout ce qui est nécessaire à ce sujet a été dit dans la littérature de notre tendance et dans ses documents officiels. Personne n'a tenté de réfuter, d'amender ou de compléter la position des bolchéviks-léninistes dans cette très importante question.

Nous nous bornerons ici à un seul problème : peut-on appeler dictature du prolétariat la dictature de fait de la bureaucratie ?

La difficulté de terminologie vient de ce que le mot DICTATURE est employé tantôt dans un sens stricte-